

Les moutons calaisiens vont-ils finir par jeter les migrants à la mer et Cazeneuve avec ?

écrit par Christine Tasin | 2 septembre 2016



Tous les signaux sont au rouge. Les Calaisiens n'en peuvent plus. Calais est asphyxié économiquement, en plus de l'insécurité permanente et des troubles permanents à l'ordre public.

Ils ont tous un discours "pro-migrants" : on n'a rien contre les migrants, mais on n'en peut plus. On les aime mais on voudrait que vous les installiez ailleurs, pour qu'ils pourrissent la vie d'autres que nous. Nous on a assez donné. Personne, ni dans les syndicats, chez les commerçants – et ne parlons pas des ONG- n'évoque le fait que les migrants pourraient être renvoyés chez eux. Ils ont raison de continuer, ces derniers. Quelle bande de Tartuffe, bien conditionnés. Ils osent même utiliser l'argument de l'extrême-droite qui pourrait profiter de la situation.

Il n'empêche qu'au train où vont les choses, ces gens bien élevés, politiquement corrects... vont péter les plombs. Et que le premier qui va sortir son fusil sera suivi de pas mal

d'autres. Forcément.

Or, que propose Cazeneuve ? Délocalisons, poussons ces fauteurs de trouble à rester en France en faisant des demandes d'asile (ils ont réussi à en convaincre quelques milliers, belle victoire...) et démerdons-nous pour les loger. Réquisitions de gymnases en région parisienne ? Tant pis pour nos gosses qui ne feront plus de sport. Incitation des particuliers à héberger leur migrants ? Ça n'a pas l'air d'être la réussite... On attend la suite. Ils sont capables de tout, et notamment de réquisitionner vos résidences secondaires, les maisons vides mises en vente, avant de vous contraindre par la menace ou l'argent.

Le Camp des Saints qui montrait l'échange standard entre le confortable et spacieux appartement de la famille française contre le studio de l'immigré afin que le dit immigré vive bien, c'est maintenant.

Mais ça grogne. Ça devient explosif à Calais. Et ailleurs.

Que va promettre Cazeneuve aux Calaisiens en colère ?

Le démantèlement... et sans doute des sous, nos sous, pour compenser les pertes subies, par les commerçants notamment.

Sauf que l'appel d'air créé par la prise en charge et l'offre du statut de réfugié ne va pas tarir le flot des migrants...

Sauf que qu'il n'y a qu'une seule façon de le faire, c'est de reconduire à la frontière les clandestins, qui sont par essence des délinquants venus sans visa. Qu'ils repartent, qu'ils fassent une demande de visa en bonne et due forme, examinée par les services compétents... Et rien d'autre. Avant qu'ils ne soient jetés dans la mer par un peuple en colère. Avec les traîtres qui les encouragent à nous envahir. Parce que quand les moutons se transforment en loups, c'est "pas de quartier".

Cazeneuve à Calais vendredi sur fond d'appels à démanteler la "Jungle"

AFP, publié le jeudi 01 septembre 2016 à 18h33

Migrants: Cazeneuve à Calais vendredi pour rencontrer élus, forces de l'ordre et commerçants qui réclament le démantèlement de la "Jungle"

Bernard Cazeneuve est attendu vendredi à Calais, où les appels à démanteler la "Jungle" se multiplient face aux tensions croissantes liées à ce campement de migrants surpeuplé.

Alors que les flux de migrants arrivant par l'Italie restent très soutenus, la population du plus grand bidonville de France atteint un niveau record: avec une augmentation de 50% depuis la mi-juin, elle s'élève à 6.900 personnes selon la préfecture, quelque 9.000 selon les associations.

Le ministre de l'Intérieur débutera sa visite par une rencontre avec les élus, notamment le maire (Les Républicains) de la ville, Natacha Bouchart. Il s'entretiendra ensuite avec un collectif d'acteurs économiques du Calaisis "directement concernés par la problématique migratoire", a-t-on indiqué au ministère.

Organisée par ce collectif qui avait déjà manifesté à Paris en mars, une double opération escargot est prévue lundi, pour réclamer le démantèlement de la "Jungle", accusée de poser des problèmes de sécurité et de fragiliser l'économie de la région, malgré les records du trafic transmanche.

Les tensions se sont multipliées sur le campement depuis le démantèlement de la zone sud en mars: mardi encore, deux migrants ont été gravement blessés au cours d'un probable affrontement entre Soudanais et Afghans. Sans parler des intrusions quasi-quotidiennes sur la rocade portuaire, accompagnées de heurts avec les forces de l'ordre, que M. Cazeneuve rencontrera également.

Dans ce contexte, beaucoup espèrent des annonces sur le démantèlement de la zone nord. Le maire de Calais le réclame haut et fort: "je n'attends rien d'autre! L'ordre public n'est plus tenu".

La préfecture du Pas-de-Calais avait répété le 19 août que le campement de la Lande de Calais "devra, à terme, être démantelé".

“Le fait que la population se concentre sur une plus petite surface accroît la pression pour agir”, souligne une source proche du dossier, pour qui les autorités “n’ont plus le choix”.

“On ne peut pas laisser 10.000 personnes s’agglutiner dans un camp”, abonde Gilles Debove, secrétaire SGP-F0 à la police aux frontières de Calais, qui dénonce régulièrement l’exaspération et la fatigue des CRS. Mais “si on démantèle, il faut proposer des solutions de logement aux migrants”.

– “Trouver des places” –

Pour Antoine Ravisse, président du Grand Rassemblement du Calaisis, qui manifestera lundi, le démantèlement se justifie aussi par la nécessité d’“éviter que la situation ne profite aux mouvements extrémistes”: “chez les commerçants, il y a un tel désespoir... On n’est pas anti-migrants mais on se sent abandonnés”.

“La situation à Calais est insupportable pour tout le monde: migrants, forces de l’ordre, riverains”, convient Franck Esnée, chef de la mission Calais et Grande-Synthe pour Médecins sans frontières (MSF). “Mais le démantèlement n’est pas une solution, la solution c’est l’hébergement progressif des migrants et leur accompagnement vers l’asile par davantage d’interprètes”.

“La destruction du camp amènerait la dispersion de la plus grande partie de sa population et aggraverait donc à la fois les conditions de vie des migrants” et les problèmes déplorés par les riverains et commerçants, selon une lettre ouverte signée notamment par l’Auberge des migrants et le Secours catholique.

Les migrants de Calais sont incités depuis des mois à partir dans des centres d’accueil et d’orientation (CAO) pour réfléchir à une demande d’asile. La démarche a mis du temps à s’installer. Mais “aujourd’hui, les gens attendent pour prendre des bus et partir”, ajoute une autre source, et “l’enjeu est de trouver des places en CAO”.

Plus de 5.500 migrants ont choisi cette option depuis le 1er novembre. L’Etat s’est fixé pour objectif la création de 3.000 places supplémentaires d’ici fin septembre.

“La question est de voir comment on fait pour aller plus loin”, indique une source proche du dossier. Mais “quand et comment” trouver ces places, “ce n’est pas arbitré”, souligne-t-on.

Le ministre du Logement Emmanuelle Cosse avait appelé dans le JDD à “une mobilisation générale” face à “un phénomène migratoire sans précédent”. “**Je n’hésiterai pas à réquisitionner des lieux publics**”, avait-elle ajouté.

Le levier des réquisitions – de gymnases en banlieue notamment – a déjà été utilisé récemment pour l’hébergement des migrants des campements parisiens.

<http://actu.orange.fr/france/cazeneuve-a-calais-vendredi-sur-fond-d-appels-a-demanteler-la-jungle-CNT000000tdrkx.html>

Pour soutenir Résistance républicaine financièrement, cliquez sur <http://resistancerepublicaine.com/don/> et choisissez le montant de votre don